

L'action du CICR en Angola

par Gilbert Etienne

Le professeur Etienne, membre du CICR, s'est rendu en Angola, du 30 août au 13 septembre 1975. Il était accompagné de M. F. Schmidt, délégué général pour l'Afrique et chef de la Division des secours du CICR.

Cette mission, qui avait pour dessein de procéder à une nouvelle évaluation de la situation, après trois mois d'activité du CICR en Angola, a permis une prise de contact officielle avec les dirigeants du Mouvement populaire pour la libération de l'Angola (MPLA), du Front national de libération de l'Angola (FNLA), de l'Union pour l'indépendance totale de l'Angola (UNITA) ainsi qu'avec les autorités portugaises. Dans la capitale, les représentants du CICR ont été reçus par le président du MPLA et ont eu, en outre, des entretiens avec les premiers ministres du MPLA et de l'UNITA, avec le Haut-Commissaire du Portugal ainsi qu'avec les dirigeants de la Croix-Rouge régionale. A Carmona, enfin, ils ont vu le ministre de l'Intérieur et le secrétaire général du FNLA. De plus, indépendamment des séances de travail au siège de la délégation du CICR à Luanda, ils ont visité les délégations du CICR à Nova Lisboa et Carmona et se sont rendus à Dalatando et Sa da Bandeira.

Il est donc d'un grand intérêt de reproduire ici un texte que M. Gilbert Etienne a publié à son retour à Genève, et qu'il a bien voulu nous confier¹. On trouvera plus loin des indications qui témoignent de l'action pratique du CICR en Angola, dont l'auteur nous dit l'importance.

* * *

¹ Ce texte a paru dans le *Journal de Genève*, que nous remercions de nous autoriser à le reproduire.

L'Angola représente en ce moment le plus gros engagement du CICR. Une trentaine de personnes sur place, dont trois équipes médico-chirurgicales (médecins et infirmières), un personnel administratif et logistique, les délégués auprès du MPLA à Luanda, ainsi que dans les villes principales des deux autres mouvements. Comment en est-on arrivé là ?

Devant une situation aussi compliquée, toute action, même d'ordre humanitaire, exige des hommes rompus aux conditions locales. Le CICR se trouve aujourd'hui dans une position favorable car il n'apparaît pas comme un nouveau venu. Déjà depuis plusieurs années ses délégués ont établi des rapports très cordiaux avec les représentants des trois mouvements dont ils ont visité les prisonniers sous la domination portugaise. Ils ont porté des secours humanitaires aux zones de guérillas; des observateurs des trois mouvements ont pu suivre la Conférence sur le droit humanitaire à Genève.

Autre condition: agir à temps. Envoyée en mai-juin sur place, une mission spéciale du CICR sonne l'alarme. La direction met aussitôt au point son plan d'action et lance un appel aux Sociétés nationales de la Croix-Rouge et aux gouvernements, appel qui, jusqu'à fin septembre, rapporte — en espèces, secours et services — plus de 3 millions de francs suisses.

Entre juillet et début septembre, le CICR met en place un premier dispositif avec le plein appui des trois mouvements. Une équipe médico-chirurgicale de la Croix-Rouge française établit son siège à Nova Lisboa en zone UNITA, celle de la Croix-Rouge danoise se fixe à Delatando (ex Salazar), territoire MPLA, et enfin l'équipe CICR à Carmona (FNLA). Nova Lisboa et Carmona abritent chacune un délégué CICR. Quant à l'état-major de la délégation, il est à Luanda.

Il se révèle très vite indispensable de disposer de moyens de transports adéquats et autonomes, car les Portugais, malgré leur obligeance, ont des moyens très limités. Ainsi, au début de septembre apparaît dans le ciel angolais un nouveau venu: un DC 6 marqué au sceau du CICR et financé par la Confédération suisse. Il fait la navette entre les différents centres, transportant secours et matériel, rapatriant des civils angolais ou portugais. Cette nouvelle forme de secours a fait l'objet d'un accord signé par les autorités portugaises et les représentants des trois mouve-

ments qui ont toute latitude de contrôler le contenu de l'avion. (Plus de 140 tonnes déjà transportées depuis le début des opérations, tout d'abord avec les avions portugais puis grâce au DC 6).

Les opérations

Les équipes médicales ne comblent qu'une partie du vide laissé par les Portugais. Il en faudrait d'autres, en particulier des groupes mobiles dans les camps de réfugiés et en brousse.

Les premières visites de détenus en mains MPLA et UNITA ont commencé, tâche classique de protection. Il s'agit en même temps d'apporter de l'aide à des groupes bloqués dans telle caserne portugaise, au milieu d'une zone tenue par la partie adverse. Il faut aussi dégager beaucoup de civils retenus avec des militaires par l'un des mouvements. Au début de septembre, par exemple, le CICR patronne un premier rapatriement : une douzaine de femmes et d'enfants UNITA retenus à Luanda par le MPLA, rejoignent les leurs à Nova Lisboa, d'où l'UNITA relâche une quarantaine de civils MPLA.

Pendant les deux semaines que dure notre mission en Angola, les délégués continuent à être sur la brèche, pratiquement sans arrêt, comme ils l'étaient déjà depuis plusieurs semaines. Toute démarche devient une véritable entreprise dans une situation aussi enchevêtrée, où l'administration portugaise doit être remplacée par celle des différents mouvements.

Jeunes et motivés, les délégués se sont rodés sur d'autres théâtres d'opération. Chypre, Bangladesh hier, aujourd'hui Angola trempent des caractères que notre société de consommation aurait du mal à produire. Imaginez aussi ces équipes médicales isolées dans l'intérieur du pays, vivant et opérant dans des conditions souvent rudimentaires. Certains d'entre eux sont nouveaux dans les actions du CICR, d'autres au contraire ont un passé chargé d'aventures et de risques : Nigeria, Indochine, voire rocailles du Yemen, qu'ils évoquent avec beaucoup de discrétion entre deux opérations chirurgicales.

Les tâches futures

Pour l'instant (octobre 1975), la situation alimentaire n'est pas dramatique. Pourtant de quoi vont vivre les 500 000 réfugiés du Zaïre qui regagnent la partie nord du pays en mains FNLA ? Un exemple,

la région de Bembe. En 1961, les 60 000 Angolais étaient tous partis. Les voici de retour. Entre temps, la forêt a repris ses droits. Il leur faudra défricher, planter le manioc et attendre dix à douze mois avant les premières récoltes. D'ores et déjà, cette vaste région est menacée, d'autant plus que, même en temps normal, elle était déficitaire en vivres. Or, le ravitaillement est coupé par la guerre.

Dans les camps de réfugiés, un mélange de débrouillardise et d'organisation inévitablement sommaire permet de suppléer aux carences les plus graves. A long terme toutefois, la situation risque fort de se dégrader, car, dans tout le pays, les combats ont perturbé les canaux de ravitaillement entre régions excédentaires et déficitaires et entre villes et campagnes. Depuis notre retour à Genève (mi-septembre), des nouvelles alarmantes parviennent déjà de certaines zones.

Sur le plan médical, pas d'indices d'épidémies pour le moment, mais de sérieux risques pour l'avenir.

En conclusion, un très gros effort de soutien à l'Angola s'impose, que le CICR ne peut évidemment pas assumer seul, même en élargissant son programme de protection et de secours avec l'appui des Sociétés nationales. Les agences spécialisées de l'ONU étudient divers plans d'action, dont la réalisation ne se trouve pas facilitée par l'imbroglio sur place. Souhaitons que la communauté internationale agisse à temps pour éviter des désastres.

Gilbert ETIENNE
Membre du Comité
international de la Croix-Rouge